



Dis, grand-père, explique-moi l'OAS...

08 juillet 2017

08 juillet 2017 Di explique-moi l'OAS !

Pour répondre à de nombreux lecteurs, nés dans et après les années 50, qui me posent ces questions, suite à mon article sur le décès de Jean-Jacques Susini :

- *Qui a créé l'OAS ?
- *De quels bords politiques étaient-ils ?
- *Comment a-t-elle fonctionné ?
- *Qu'en pensaient les Pieds Noirs ?
- *Pourquoi était-elle numériquement faible ?
- *Pourquoi a-t-elle duré si peu de temps ?
- *A-t-elle subi des dissensions politiques ?

Je pense être mieux placé que quiconque pour éclairer leurs esprits car je me trouvais justement à Madrid, au domicile de Pierre Lagaille, Résidence La Torre, Plaza d'España à l'époque de Pâques 1961, afin de représenter M. Georges Bidault lors de la création officielle de l'OAS et que, par la suite, j'ai créé le « *Bulletin de liaison du CNR/OAS* », à Paris, toujours sous les ordres de Georges Bidault qui, quelques mois plus tard, prenait la responsabilité de l'OAS en lieu et place du général Salan, arrêté par les autorités françaises.

L'OAS s'est organisée après l'échec du « putsch » des généraux.

Les quatre plus prestigieux généraux de l'armée française avaient pris la décision de se révolter contre le chef de l'État français qui s'était parjuré et les avait trahis.

Cette trahison mettait en danger la vie de leurs soldats qui allaient tomber pour une politique d'abandon de l'Algérie, alors que la guerre était gagnée sur le terrain.

Le général Challe, chef d'état-major de toutes les armées, refusait de dresser une partie de l'armée contre l'autre et ne souhaitait pas que les Unités Territoriales (200.000 hommes Pieds Noirs), qui avaient été dissoutes un an plus tôt, soient réarmés. Il jetait donc l'éponge et se rendait aux autorités.

Dès lors certains officiers et leurs régiments prenaient la décision de se dresser contre l'État français et sa politique incompréhensible et désastreuse.

En février 1961, les généraux Jouhaud, Gardy, les colonels Godart, Gardes et le docteur Jean-Claude Pérez, lançaient l'opération OAS et les premiers messages s'affichaient sur les murs d'Alger.

Un mois plus tard, l'organisation se constituait officiellement à Madrid, sous le commandement du général Salan, de Pierre Lagaille, de Jean-Jacques Susini, du capitaine Ferrandi et de quelques autres patriotes qui refusaient l'abandon de l'Algérie française.

Il est totalement faux d'adhérer aux informations véhiculées par le gouvernement de l'époque et une certaine presse au service exclusif des communistes et des gauchistes qui alarmaient les citoyens en proclamant que l'OAS était une organisation de fascistes d'extrême droite.

Il suffit de rappeler que son chef, le général Salan, était plutôt étiqueté à gauche, au point même qu'un attentat avait été organisé afin de l'éliminer physiquement, justement par la droite française, et notamment Michel Debré qui pensait qu'il avait été placé à ce poste de gouverneur militaire de l'Algérie dans l'objectif d'un rapprochement avec le FLN, et ce fut le commandant Rodier qui fut tué.

Quant aux autres officiers ils n'avaient aucune autre idéologie que de servir la Patrie et défendre la présence française.

L'OAS Algérie était confiée au général Paul Gardy et l'OAS Métropole au capitaine Pierre Sergent.

L'action était confié aux commandos « Delta », sous les ordres de Jean-Claude Pérez et du lieutenant Degueudre. Or 80% des membres de ces commandos, et notamment le plus actif, celui de « Jésus de Bab-el-Oued » étaient des sympathisants de la gauche socialiste et communiste qui dominait ce quartier.

Il n'y avait au sein de l'OAS aucune agressivité contre l'ensemble des musulmans.

Les ennemis à exécuter étaient les terroristes du FLN et les traîtres français qui étaient leurs complices, les « porteurs de valises » qui finançaient et fournissaient armes et explosifs et aidaient à organiser des attentats et à assassiner aussi bien en Algérie qu'en métropole.

90% de la population approuvait l'action de l'OAS, sans participer aux opérations armées ni aux exécutions nécessaires, mais, effectivement, trop peu nombreux furent ceux qui participèrent activement à la défense de leur pays.

La France avait connu une situation identique lors de la dernière guerre 39/45 où il y eut bien peu de résistants contre l'occupant nazi et beaucoup plus dès la libération !

Si l'action de l'OAS n'a duré que 16 mois (février 61 à juillet 62) c'est qu'il n'y avait plus rien à espérer après le départ de la presque totalité des européens d'Algérie qui n'avait eu le choix qu'entre la valise ou le cercueil, promis par le FLN et l'ALN qui ne voulaient en aucun cas qu'il ne reste un seul non musulman sur la terre algérienne.

Il n'y a eu aucune dissension d'ordre politique au sein de l'OAS, seulement une divergence de tactique entre l'un des dirigeants, Jean-Jacques Susini (qui vient de nous quitter) et qui, manipulé par le maire très libéral d'Alger, Jacques Chevalier (qui se convertira à la religion musulmane), et œuvrait sous les ordres de la CIA et de Washington, souhaité une entente de dernière heure avec certains dirigeants du FLN (Farès et Mostefai) et la quasi-totalité des autres dirigeants qui considéraient que « c'était foutu », qu'il fallait dégager, alors que l'armée française se mettait, sur ordre du chef de l'État français, au service des nouveaux dirigeants du pays en pratiquant un « cessez le feu » unilatéral.

Ce qui a permis les massacres du 26 mars 62, rue d'Isly à Alger et du 5 juillet 62 à Oran.

Jamais l'OAS n'a conseillé le départ des européens d'Algérie, bien au contraire, preuve en est les nombreux plasticages des entreprises et des commerces de ceux qui abandonnaient le pays pour se mettre à l'abri en métropole.

Je terminerai par ce dernier hommage, bien involontaire, rendu par De Gaulle à l'OAS :

« Les gens de l'OAS me haïssent parce qu'ils sont aveuglés par leur amour de la France. »

FRANCE PRESSE-ACTION

Agence Centrale d'Information et de Propagande du Conseil National de la Résistance

C. N. R.

Comité Exécutif

Délégation en Métropole

O.A.S. / MÉTRO

A. P. P.

L'O.A.S. et le C.N.R. se sont fixés comme objectifs:

1^o - La chute du régime gaulliste;

2^o - L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de Salut Public ayant pour tâches primordiales:

- la liquidation des séquelles du régime, la mise en jugement de ses chefs coupables de trahison, d'atteinte à l'intégrité du territoire, de violation des libertés publiques et individuelles et de forfaiture;
- l'instauration d'un régime réellement populaire, opposé aussi bien au grand capitalisme qu'au communisme international, qui saura sauvegarder nos traditions, restaurer nos liens avec l'Afrique, bâtir l'Europe et rendre à la France sa vocation au sein d'un Occident fier de lui-même.

Messieurs,

En même temps qu'il découvrirait que l'O.A.S. "n'avait pas le sens du protocole" (c'est une chose, en effet, que nos combattants n'ont pas encore eu le temps d'apprendre), le baron Jaspar, ambassadeur de Belgique à Paris, déclarait à un journaliste: "Mon pays a toujours respecté le droit d'asile, à condition que les personnes qui y viennent chercher refuge s'abstiennent de toute activité susceptible de nuire à une nation amie".

Constatons simplement que la Belgique et son ambassadeur sont devenus brusquement bien pointilleux. Ils l'étaient moins, naguère, lorsque les tueurs du F.L.N. franchissaient régulièrement la frontière pour se mettre à l'abri des coups de la police française. Un voile pudique était alors jeté sur les trafics d'armes qui se menaient dans la région de Liège, et sur les centres d'accueil qui permettaient aux assassins de se remettre, leurs mauvais coups accomplis.

Il est vrai que ces gens luttèrent pour la décolonisation, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et autres grands principes. Leurs activités allant dans le sens de l'Histoire, il eût été de mauvais ton de les contrecarrer.

L'O.A.S., par contre, est "fasciste", "réactionnaire". Ses combattants ne sont que des "tueurs". Il est donc du meilleur ton de les pourchasser, de les emprisonner et, à l'occasion, d'accorder leur extradition réclamée par le gouvernement "démocratique" de M. De Gaulle.

Prisonnier de ses faux principes, l'Occident libéral s'ingénie ainsi à se détruire lui-même, sous les regards narquois du monde rouge qui n'aura même pas à lever le petit doigt pour le dévorer. Nous n'en prenons que mieux conscience de la grandeur de notre tâche et de l'urgence qu'il y a à l'accomplir.

FRANCE PRESSE-ACTION

N^o 21/24.9.1962